

Conception dualiste des relations entre droit international et droit interne.

La théorie dualiste est fondée sur le positivisme volontariste dont Triepel et Anzilotti sont les grands représentants. Selon ce postulat, il existe un cloison étang entre ordre juridique interne et international. Le DI est indifférent au droit interne et vice versa. Existence d'une pluralité d'ordres juridiques séparés. Ordre interne et international, chacun est autonome. Ce sont des ensembles de règles autonomes et finalement autosuffisantes. Il n'y a pas de relation, chacun suit sa propre logique.

Il existe donc une distinction nette, les deux ordres sont séparés, cloisonnés. C'est une conception purement volontariste du DI, une conception presque intégriste de la souveraineté. La souveraineté est détachée de l'ordre international. C'est une conception centrée sur la souveraineté au regard de son sens littéral : puissance. Elle est défendue par Triepel et Anzilotti.

Cette théorie est traditionnellement justifiée par 3 arguments :

1) Les deux droits n'ont pas le même objet.

Le droit interne a pour objet l'organisation de l'Etat.

Le DI règle les relations entre les Etats.

2) Les deux droits n'ont pas les mêmes sujets.

Le droit interne concerne les individus.

Le droit international concerne les Etats.

3) Les deux droits ont des sources différentes.

La source du droit interne : la constitution et les lois.

La source du DI : des traités.

La théorie dualiste repose donc sur une distinction de principe. Mais il se pose la question du *lien* entre ces deux systèmes. Le postulat dualiste suppose un *acte d'introduction* du DI dans l'ordre interne. Pour que le droit interne tienne compte du DI, les normes du DI doivent être transposées dans le droit interne. Chaque norme du DI doit être spécifiquement introduite. Le postulat des deux ordres séparés oblige à cette opération de transposition. Cette acte de réception permet d'intégrer le DI dans l'ordre interne, car sinon il n'y aura pas de lien. La norme internationale s'internalise par le phénomène de réception. C'est une loi d'incorporation qui fait le lien.

La Grande Bretagne est un exemple typique de ce système. Pour qu'un traité puisse avoir des effets juridiques dans l'ordre interne, il faut un acte de transposition. L'Italie est un autre exemple.

Ce postulat de juxtaposition de deux ordres suppose un acte de réception, par lequel une norme d'origine internationale devient loi, droit interne. Ils se posent des difficultés pratiques, car une norme transformée en loi a la même valeur qu'une simple loi. Il peut donc y avoir un conflit. Lorsque le traité est intégré par une loi, une autre loi interne peut le déroger, selon la règle *lex posterior derogat lex priori*. En internalisant, il peut y avoir éventuellement un conflit. N'importe quelle autre loi subséquente pourra déroger le traité.

Donc on a l'existence de deux ordres juridiques cloisonnés, et le lien entre les deux est établi par un acte de transposition. Par exemple pour la Convention des Nations Unies sur l'interdiction de la torture, il faut que l'Etat adopte une loi qui reprenne cette convention, un acte de transfert qui conduit à internaliser la règle internationale. Mais : ce traité devient loi au niveau interne, a la même valeur que toutes les autres lois internes. Il se pose le problème d'une loi postérieure qui pourrait déroger le traité (incorporé par loi) antérieur. Pour la convention de l'interdiction de la torture, il y a des Etats (GB) qui ont adopté une loi autorisant le recours à la torture en cas de terrorisme. Sous l'angle du système interne c'est valable, aussi questionnable que ce soit du point de vue du DI. N'importe quelle règle postérieure peut donc déroger l'antérieure.

Les relations entre le droit international et le droit interne

Postulat : le droit international n'est pas autosuffisant !

- Il n'y a pas de législateur, d'exécutif et d'organe judiciaire centralisé
- Il doit se remettre aux Etats pour assurer l'application des normes
 - **Georges Scelles** : « *Dédoublement fonctionnel* », l'Etat demeure l'agent d'exécution du droit international.
- Le droit international édicte des normes, des obligations, mais il ne dit rien sur la mise en œuvre.
 - C'est là où le droit interne joue un rôle crucial :
 - L'effectivité de ce droit international dépend d'une large part du droit interne !
 - ***Le DI a besoin du droit interne pour son application, mais pas pour son existence !***

L'ordonnancement des relations entre droit international et droit interne. Deux modèles :

1.1 Les modèles théoriques

La théorie dualiste

⇒ *Le dualisme est fondé sur le positivisme volontariste* (Trieppel et Anzilotti)

- ❖ Il existe un cloison étanche entre l'ordre juridique interne et international
- ❖ On se fonde sur une pluralité d'ordres juridiques qui sont totalement séparés l'un de l'autre
- ❖ Chacun de ces ordres juridiques est autonome et autosuffisant. Il n'y a pas de relation entre les deux systèmes.

Cela correspond à la conception volontariste du droit international et plus généralement c'est une *vision intégriste de la souveraineté*. C'est une conception centrée sur la souveraineté dans son sens littéral (notion de pouvoir).

Cette théorie est traditionnellement justifiée par **3 arguments** :

1. *Les deux droits n'ont pas le même objet*. Le droit interne a pour objet l'organisation de l'Etat et le droit international veut organiser les relations internationales.
2. *Les deux droits n'ont pas les mêmes sujets*
3. *Les sources ne sont pas les mêmes* : constitution vs. traité et coutume.

Ces arguments de la théorie dualiste ont certainement une certaine valeur, mais ils créent une obligation ⇒ **L'acte de transposition**

- Il faut un *lien entre le droit international et le droit interne* pour que le droit international puisse s'appliquer à l'ordre interne.
- Chaque norme doit être spécifiquement introduit dans l'ordre juridique interne pour qu'elle puisse avoir des effets.
- On parle généralement **d'actes de réception** ou **d'incorporation**. Et par cette voie la norme internationale s'internalise → c'est une loi. (Ex : GB, I)

Conséquences :

La norme d'origine internationale devient une loi de l'ordre interne. La norme d'origine conventionnelle acquiert alors la **même valeur** qu'une loi interne !

⇒ À travers ce mécanisme peut naître un conflit des normes : *Une loi interne subséquente peut déroger à un traité ! (lex posterior derogat legi priori).*

